



Intervention du Président d'Afrique Verte International Ouverture de la bourse internationale de Ouagadougou

- Monsieur le Ministre Chargé de l'Agriculture,
- Madame le Ministre de l'action Sociale et de la Solidarité Nationale (ou son représentant),
- Mesdames et Messieurs les Représentants des partenaires Techniques et Financiers,
- Mesdames et Messieurs les Présidents des associations nationales Afrique Verte :
 - APROSSA Afrique Verte Burkina,
 - AcSSA Afrique Verte Niger,
 - AMASSA Afrique Verte Mali
- Mesdames et Messieurs les représentants des organisations de la Société civile et du Secteur Privé du Burkina, Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger, Togo et de la Guinée,
- Mesdames et messieurs les représentants des Organisations Interprofessionnelles, Associations et Groupements de producteurs, transformatrices et commerçants céréaliers,
- Honorables invités en vos rangs et fonctions respectives;

Mesdames, messieurs,

Je voudrai, avec votre permission, illustrer mon intervention en m'appuyant sur trois exemples qui présentent des solutions testées dans le Sahel pour réduire l'insécurité alimentaire

Partie 1

Il y a quarante ans, l'Afrique sahéenne connaissait déjà des périodes de sécheresse et d'insécurité alimentaire.

En 1970, les statisticiens de la FAO dénombraient 920 millions d'affamés dans le monde. L'objectif retenu en 1974 (1^{er} sommet mondial de l'alimentation) visait l'éradication de la faim dans les 10 ans.



Il y aura bientôt quarante ans, la Haute Volta (à l'époque) s'est lancée dans le plus important programme d'aménagement de l'espace rural conduit en Afrique de l'Ouest (commentaire personnel : je le sais j'y étais....). Ce programme, dont l'instruction avait été menée parallèlement à celle du programme inter-Etats de lutte contre l'onchocercose, en constituait une des justifications économiques au plan national,

Il avait pour ambition d'offrir au monde rural une alternative à l'émigration externe en lui proposant de s'installer sur des terroirs nouvellement récupérés pour exercer dans de meilleures conditions son métier d'agriculteur et disposer de conditions d'existence plus décente.

L'objectif de ce projet était d'assurer par un transfert de population un accroissement de la richesse agricole nationale en espérant réduire à terme la pression foncière sur les régions agricoles les plus défavorisées.

Le modèle développé reposait sur l'installation de petites exploitations familiales pratiquant une agriculture intensive mais raisonnée et soucieuse de la conservation des sols et des terroirs. Une image en quelque sorte du modèle agricole français.

Notons aussi, qu'à cette époque, la recherche de l'autosuffisance alimentaire était un enjeu affirmé (toujours le modèle français !) ; il était sans doute prétentieux.

Une des idées force du projet reposait sur l'affirmation que « la terre appartient à celui qui la cultive ». Ce fut sans doute l'un des échecs du projet. Pour les sociétés rurales, la gestion foncière est le plus souvent liée à une histoire coutumière avec des modes d'appropriation et d'utilisation des terres très codifiés. Ceci reste encore d'actualité.

Un engagement fort des pouvoirs publics, politiques était nécessaire pour assurer la réussite du programme ; il était là.

Mais, comme pour tous les grands projets d'aménagements conduits par la puissance publique, une remise en cause était inéluctable ; elle n'a pas fait défaut

Je crois cependant que cette intervention aura marqué son époque. Une enquête auprès de ces anciens migrants et de leurs descendants permettrait de vérifier s'ils regrettent les choix qu'ils ont fait en s'installant sur des terres nouvelles.

Partie 2

Il y a 20 ans, la sécheresse est toujours présente et l'insécurité alimentaire persiste malgré une croissance régulière de la production agricole en lien avec la croissance démographique.

En 1996, le nombre d'affamés dans le monde est estimé par les statisticiens de la FAO à 800 millions de personnes. La communauté internationale se mobilise pour réduire de moitié cette fracture en 20 ans.

L'intervention de l'état n'est plus aussi déterminante. Les politiques d'ajustement structurel sont passées par là. Elles ont conduit au désengagement de l'Etat dans le secteur productif et à la dérégulation des marchés.

Un espace s'ouvre pour la société civile et le milieu associatif qui envisage de pallier le retrait de l'administration.

C'est dans ce contexte que quelques d'ONG du Nord se mobilisent pour demander au Ministère français de la Coopération une réforme de la politique d'aide alimentaire.

Le message est simple : la distribution d'aide alimentaire par les pays du Nord et provenant des excédents alimentaires du Nord, n'est pas toujours la solution la mieux appropriée à la résolution des déficits alimentaires dans les pays du Sud et notamment dans le Sahel. De plus, dans certains cas, le manque de concordance entre la distribution de cette aide et le calendrier agricole peut avoir des impacts négatifs sur les prix et la production intérieure.

Des solutions internes doivent exister pour améliorer la Sécurité alimentaire (c'est le nouveau concept qui se substitue à celui de l'autosuffisance alimentaire) en effectuant des achats de produits agricoles (céréales en particulier) dans les zones excédentaires pour les transporter dans les zones rurales déficitaires.

En organisant la fluidité des marchés, on peut créer des conditions d'échanges plus équitables et plus transparentes.

La création d'Afrique Verte est la conséquence de cette mobilisation. Elle interviendra pour la première fois sur le terrain au Niger avec le soutien ferme du Ministère français de la Coopération (commentaire : je le sais.....).

Le ministre Jacques Pelletier engage simultanément une des premières réformes du mode de gestion de l'aide alimentaire. Le CILSS et le club du Sahel entament l'élaboration d'une charte de l'aide alimentaire.

C'était aussi l'époque des utopies où :

- l'on pensait que les paysans pouvaient s'organiser pour gérer l'ensemble de la filière céréalière de la production à la commercialisation et à la livraison ;
- l'on croyait que si les disponibilités étaient insuffisantes dans un pays on pouvait en trouver dans le pays voisin sans difficultés majeures.

L'implantation des bourses d'échange de céréales a nécessité plusieurs années de rodage, de campagnes d'explication, de formations et d'information pour arriver à réunir l'ensemble des acteurs et des métiers de la filière.

Les résultats sont là : désormais les bourses céréalières (régionales, nationales et internationales) font partie du quotidien économique local. Elles sont appréciées et reconnues même si les quantités faisant l'objet de transactions lors de ces rencontres ne représentent qu'une part minime de la commercialisation des céréales et autres produits agricoles

Elles sont même copiées, ce qui constitue en soi un signe de reconnaissance, mais il est un peu regrettable que cela se fasse comme le piratage sur le net sans reconnaissance du droit d'auteur.

Partie 3

Au début du troisième millénaire, Afrique Verte prend acte d'un certain essoufflement de son mode d'intervention très largement focalisé sur l'organisation des échanges céréaliers à l'intérieur du monde rural et ne s'intéresse pas aux marchés urbains. Les migrations rurales vers les grands centres urbains ont accélérées les phénomènes de croissance urbaine. Il en est résulté des changements profonds dans les habitudes alimentaires des consommateurs citadins. Le manque de temps, le manque d'espace pour les ménagères les conduisent à privilégier l'usage de produits pouvant être rapidement préparés et plus économes en dépenses énergétiques. Les importations de produits élaborés à bas prix permettent de faire face à cette demande à laquelle l'offre de céréales brutes ne peut pas répondre.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que l'on assiste, bon an mal an, à une amélioration de la situation alimentaire intérieure dans les pays sahéliens enclavés qui conforte le vieux slogan d'Afrique Verte : le Sahel peut nourrir le Sahel.

A Rome, en 2004, les statisticiens de la FAO annoncent que le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde s'élève désormais à 852 millions d'habitants avec des changements significatifs dans la répartition inter continents. La communauté internationale se mobilise pour réduire toujours de moitié cette fracture en 2015.

Un nouvel axe d'intervention est ouvert par Afrique Verte pour soutenir le secteur de la transformation des produits agricoles nationaux où dominent les métiers féminins de type informels.

Diversifier une offre compétitive de produits transformés et la réguler, améliorer sa qualité, sa conservation et sa présentation, se préoccuper de la qualité sanitaire des aliments notamment pour les personnes à risques (enfants en particulier), être à l'écoute de l'évolution de la demande, reconquérir des parts du marché intérieur, créer des emplois et des revenus, sont les enjeux de ces nouveaux programmes. La professionnalisation de ces groupes d'actrices est l'objectif pour assurer un passage du stade informel à la micro entreprise.

Nous en sommes là (commentaires : je peux le dire...) et le consommateur peut maintenant faire un libre choix entre des produits nationaux et importés. Le concept de souveraineté alimentaire vient dorénavant compléter celui de sécurité alimentaire.

Partie 4

En 2008, la crise alimentaire mondiale conjuguée aux reports de fonds spéculatifs et aux changements climatiques, provoquent un bouleversement des cours des matières premières agricoles. Le renchérissement du prix des aliments importés est cause dans les pays les plus pauvres où le pouvoir d'achat de la majeure partie de la population rurale et urbaine est très faible, de fortes tensions sociales. Les mesures d'urgence prises par les gouvernements permettent de diminuer ces tensions en élargissant l'accès aux achats alimentaires, mais elles ne peuvent être que limitées dans leur durée. Les crises financières, économiques et sociales internationales, les retards dans le règlement des questions agricoles à l'OMC, aggravent encore cette situation.

A Rome en 2009, les ordinateurs de la FAO se sont emballés et les statisticiens (commentaire) annoncent que plus d'un milliard de personnes ont faim dans le monde. On affiche toujours les mêmes objectifs de réduction mais en novembre au Sommet, la mobilisation n'est plus au rendez vous.

C'est pourquoi, le groupe Afrique Verte International constitué par les trois associations sahéliennes et Afrique Verte à l'issue de sa réorganisation institutionnelle , considère que cette évolution de la situation internationale conforte l'option prise en faveur du soutien à la transformation des céréales et autres produits agricoles locaux. Il lance la Campagne « nourrir les Villes » pour appuyer les réseaux de transformatrices, afin de sensibiliser le grand public et les décideurs du Sud comme du Nord sur ces enjeux alimentaires. Le film qui vous sera projeté participe à cette campagne.

La présentation de ces exemples successifs avait pour objet de montrer qu'il est possible dans des contextes différents, de rechercher des solutions nationales pour améliorer la sécurité et la souveraineté alimentaires et d'adapter de manière pragmatique une démarche opérationnelle à l'évolution des situations sociales et économiques.

Ces quelques affirmations simples se sont vérifiées au cours de ces années :

- l'émigration n'est pas la seule issue pour une vie meilleure,
- la sécheresse n'est pas une fatalité,
- l'insécurité alimentaire et la faim peuvent être réduites,
- « Le Sahel peut nourrir le Sahel », si ce message d'Afrique Verte est toujours d'actualité, nous vous proposons d'ajouter le message suivant : « Consommer local, c'est bon pour le Sahel, c'est bon pour la planète ».

Pour Afrique Verte International, ce mode de comportement demeure et nous n'aurions pas pu arriver à ce stade, sans l'engagement régulier et attentif des responsables nationaux et un soutien important et continu de nos partenaires financiers auxquels j'adresse ici, au nom de notre groupe, nos plus profonds remerciements.

Ouagadougou le 03 décembre 2009
Jean-Jacques COURTANT
Président d'AVI